

# Pyongyang franchit une étape vers la relance de son réacteur

vendredi 26 septembre 2008, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 23 septembre 2008).

TOKYO CORRESPONDANT

Le retrait, le 22 septembre, des équipements de surveillance de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) de la centrale de Yongbyon, le principal complexe nucléaire nord-coréen, à la demande la République populaire démocratique de Corée (RPDC), est perçu avec préoccupation mais sans alarmisme à Séoul et à Washington. Pyongyang avait demandé ce retrait en début de semaine et annoncé son intention de remettre en marche son réacteur.

« *Je ne pense pas qu'il y a un risque immédiat de redémarrage* », a déclaré Christopher Hill, le négociateur américain aux pourparlers sur la dénucléarisation de la Corée du Nord. Mais, avec en toile de fond les incertitudes sur l'état de santé du dirigeant Kim Jong-il, cette nouvelle escalade de tension intervient à un moment délicat si un flottement du pouvoir se fait sentir à Pyongyang, estiment des experts sud-coréens de la RPDC.

Séoul et Pékin ont cependant appelé la communauté internationale à réagir avec calme. Il faut « *éviter d'agir dans la précipitation* », a déclaré, le 24 septembre, le premier ministre sud-coréen Han Seung-soo en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois a demandé pour sa part aux parties concernées de faire preuve de « *flexibilité* ».

Le retrait des équipements de surveillance de l'AIEA est interprété par des observateurs à Séoul comme une grave « *entorse* » à l'accord de février 2007 par lequel la RPDC s'est engagée à renoncer à son programme nucléaire en échange de garanties de sécurité de la part des Etats-Unis (levée des sanctions, reconnaissance diplomatique, traité de paix) et d'une aide internationale. La mise en œuvre de l'accord repose sur le principe « *action pour action* » : chaque avancée de l'une des parties appelant simultanément un geste de l'autre.

## MAINTIEN SUR LA « LISTE NOIRE »

Pyongyang, qui a commencé à désactiver ses installations nucléaires et, en signe symbolique, a détruit en juillet la cheminée de refroidissement de la centrale de Yongbyon, estime que les Etats-Unis n'ont pas tenu leur engagement en retour : retirer la RPDC de la liste des pays soutenant le terrorisme.

A la suite de la remise par Pyongyang, le 26 juin, de la documentation concernant ses activités nucléaires depuis l'origine, George Bush avait entamé la procédure de levée des sanctions en informant le Congrès de son intention. Mais à l'expiration des quarante-cinq jours de préavis aux élus, la RPDC est restée sur la « *liste noire* » qui l'exclut de l'accès aux organisations financières internationales. Les Etats-Unis exigent pour l'en retirer l'inspection de ses installations nucléaires afin de vérifier le contenu des documents fournis le 26 juin.

Il paraît exclu, étant donné l'avancement des opérations de démantèlement, que la RPDC puisse

reprendre avant plusieurs mois sa production de plutonium. Cette nouvelle tension n'en retarde pas moins le début de règlement du dossier nucléaire coréen, dont George Bush avait pu espérer qu'il serait un rare succès à mettre à l'actif de sa diplomatie.

**Philippe Pons**

*\* Article paru dans le Monde, édition du 25.09.08.*

---

## **La Corée du Nord relance son programme nucléaire militaire**

La Corée du Nord a retiré les scellés et les caméras de surveillance mis en place par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur son site nucléaire de Yongbyon, a indiqué Melissa Fleming une porte-parole de l'agence onusienne, mercredi 24 septembre. La Corée du Nord a précisé à l'AIEA qu'elle réintroduirait des matériaux fissiles dans sa centrale de Yongbyon d'ici à une semaine. Les autorités coréennes ont également indiqué que les inspecteurs de l'agence onusienne n'auraient plus accès à la centrale.

La communauté internationale doit se montrer patiente et éviter « *d'agir dans la précipitation* » vis-à-vis du régime de Pyongyang, avait estimé mardi le premier ministre sud-coréen, Han Seung-soo, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York. Lundi, les scellés placés par l'AIEA avaient déjà été retirés à la demande du régime communiste. La Corée du Nord avait signalé en fin de semaine dernière avoir entrepris de remettre en marche le réacteur qui produit du plutonium militaire, confirmant des rumeurs circulant depuis le début du mois.

La centrale de Yongbyon avait été arrêtée en novembre dernier, conformément à l'accord de dénucléarisation conclu avec la Corée du Sud, les Etats-Unis, la Chine, le Japon et la Russie. Le mois dernier, Pyongyang avait annoncé son intention de remettre en service le réacteur pour protester contre son maintien sur la liste des pays accusés par les Etats-Unis de soutenir le terrorisme. « *Nous sommes préoccupés* », avait avoué lundi le principal négociateur américain sur le nucléaire nord-coréen, Christopher Hill, secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires asiatiques. Il avait noté que Pyongyang a adopté une « ligne dure » depuis le mois dernier dans ces pourparlers à six, refusant néanmoins d'établir un lien entre ce durcissement de Pyongyang et les inquiétudes sur l'état de santé du leader nord-coréen Kim Jong-il, qui n'a pas été vu en public depuis la mi-août.

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 24.09.08 | 11h47 • Mis à jour le 24.09.08 | 11h56